

Rechauffement Climatique: Voici la solution de Bill Gates



Face à l'épineuse question du réchauffement climatique qui perdure.

Bill Gates finance un nuage chimique qui pourrait mettre fin au réchauffement climatique. This is the plan is a fly to high altitude, pulvériser of million of tonnes of a around the planet for create one nuage (Coller chimique). Le processus pourrait affecter les schémas atmosphériques pourrait aussi être régional éradiquer le ciel bleu.

Il est purement basé sur les études de modélisation.

Less-to-one-to-one-to-hour-to-one résoudre la crise climatique?

Wait and see!

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité

Insalubrité à Cotonou: L'Education Environnementale

la seule porte de sortie

DESCENTE DES MINISTRES TONATO DU CADRE DE VIE ET ALLASSANE DE LA DÉCENTRALISATION SUR L'ESPACE VERT DE HOUHEYIHO : LE CONSTAT ÉTAIT AMER.



Descente du ministre du Cadre de vie sur l'espace vert de Houeyiho

Accompagnés du Préfet du littoral Jean-Claude CODJIA et du Maire de la ville de Cotonou Isidore GNONLONFOUN, les deux ministres du gouvernement du président Patrice TALON ont effectué une descente sur cet espace vert de détente réalisé à coût de millions. Cette descente fait suite aux grognes répétées des riverains de cette zone qui se plaignent du non entretien des lieux. Une fois sur les lieux, le constat était désolant. L'espace vert aménagé est devenu un dépotoir d'ordures de tout genre.

Dépassé, le Ministre du Cadre de vie et du développement durable Didier TONATO n'a pas caché sa colère et a donné des instructions au Préfet du littoral et au Maire de Cotonou pour que l'espace soit vite mis au propre et qu'un suivi régulier soit fait afin de traquer ceux qui s'amusent à salir ces lieux. Séance tenante, Jean-Claude CODJIA a promis mettre tout en oeuvre en symbiose avec la municipalité de Cotonou pour que les instructions données soient exécutées.

Il y a lieu ici de dénoncer ce comportement de nos citoyens qui ramassent des ordures de chez eux pour aller les déverser dans un espace public. Le

citoyen béninois est à rééduquer. Les Chefs quartier, les Chefs d'arrondissement doivent aussi s'associer aux autorités centrales pour mener ce combat. Il y va de notre mieux être collectif.

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité

Désertification New Delhi 2019: Une grande muraille verte s'annonce au Sahel



Par Babacar Sene

En marge de la quatorzième session de la Conférence des Parties à la Convention (COP14), ce Lundi 9 septembre 2019 la conférence des Nations Unies dont le thème s'intitule « Investir dans les terres, libérer les opportunités ». abrite la rencontre de haut niveau qui s'ouvre à New Delhi, ce organisée par le secrétariat de la Convention, en collaboration avec l'Agence panafricaine de la grande muraille verte (PAGGW) ; ainsi ils ont décidé d'animer cette conférence dénommée » rencontre de haut niveau sur la Grande Muraille Verte » au cours de laquelle les partenaires sous le lead de l'Afrique vont élaborer une feuille de route visionnaire 10 ans après son lancement avec des objectifs ambitieux de restauration de 100 millions d'hectares de

terres, et la création de 10 millions d'emplois verts d'ici 2030 dans l'ensemble du Sahel sous la présidence de H.E. Mme Amina J. Mohammed, secrétaire générale adjointe des Nations Unies et H.E. Josefa Leonel Correia Sacko, commissaire de l'Union africaine à l'économie rurale et à l'agriculture

La rencontre , tenue en marge de la quatorzième session de la Conférence des parties (COP14) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) a enregistré la participation la Commission de l'Union africaine, l'Agence panafricaine de la Grande Muraille Verte, des ministres, y compris ceux des pays participant à l'Agence Panafricaine pour la Grande Muraille Verte; Le Premier ministre de Saint-Vincent et-les Grenadines, les chefs de délégation des parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le système des Nations Unies, les organisations intergouvernementales, les acteurs régionaux; acteurs du secteur privé; organisations de la société civile, champions de la Grande Muraille Verte – Baaba Maal, Ricky Kej et Hindou Oumarou Ibrahim ; elle est animée par le Secrétariat de la Convention, en collaboration avec l'Agence panafricaine de la grande muraille verte (PAGGW), représentée par SE Marieme Bekaye, ministre de l'Environnement et du Développement durable de la Mauritanie et présidente du Conseil des ministres – partenaires ; les progrès actuels des États membres de la Grande Muraille Verte, soutenus par l'UA, le PAGGW et la communauté internationale parSene le Ministre.



A cette occasion les partenaires se disent très préoccupés par le fait que 65% des terres du continent africain sont toujours dégradées, et ont fait appel à une montée en puissance et à une accélération rapides de l'initiative, afin de faire progresser la cohésion sociale, l'action climatique (à la fois l'adaptation et l'atténuation) et le développement économique via un couloir écologique transformateur soutenant des millions de personnes. de vies.

Ils ont en outre au cours de la rencontre, convenu de l'élaboration d'une feuille de route qui se concentrerait sur la contribution de l'Initiative à 15 des 17 objectifs de développement durable.

D'ici 2030, l'initiative vise à assurer d'une part la restauration de paysages à grande échelle avec un objectif de restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées afin de transformer la vie de ceux qui vivent en première ligne du changement climatique et de la désertification et d'autre part de créer 10 millions d'emplois verts, notamment par le biais de chaînes de valeur durables et en reliant les producteurs locaux aux marchés mondiaux lucratifs et de promouvoir l'énergie propre, dynamisant les collectivités riveraines du mur et créant des économies locales garantissant la productivité de la terre

Une approche plus innovante doublée d'un mécanisme de coordinations est d'une nécessité impérieuse affirmés par les participants pour réaliser les ambitions de la Grande Muraille Verte et soutenir la mise en œuvre de la feuille de route et pour une transformation et une mobilisation réelles des ressources, notamment pour exploiter les atouts de la région et les opportunités offertes par les jeunes et les femmes en tant que principaux moteurs du changement.

Un engagement commun a été pris pour mobiliser des ressources techniques et financières, des secteurs public et privé, par le biais de partenariats gagnant-gagnant, reconnaissant que les investissements du secteur privé sont essentiels pour

créer des emplois verts et de la richesse le long du mur et réaliser à terme la vision 2030.

Les participants ont échangé leurs points de vue sur une myriade d'opportunités offertes par la région, en mettant l'accent sur les chaînes de valeur durables, les énergies renouvelables et l'entrepreneuriat rural, et ont souligné l'importance de changer le discours pour souligner le Sahel comme une «terre d'opportunités».

Les partenaires ont souligné la nécessité de capitaliser sur la dynamique politique croissante derrière des initiatives telles que « Mur vert » en interrogeant le récent rapport du GIEC intitulé « Changements climatiques et aménagement du territoire » ; ce rapport souligne que la réhabilitation des terres était l'un des moyens les plus efficaces de faire face à l'urgence climatique, Il a été noté que le prochain Sommet sur l'action pour le climat du Secrétaire général de l'ONU, le 23 septembre, serait crucial pour renforcer l'appui, y compris dans le cadre de la solution fondée sur la nature, afin de faire progresser l'action positive en faveur de la Grande Muraille Verte d'ici 2030 et d'inspirer un sentiment d'appartenance à la société. » Mouvement de Restauration Globale ».

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) promeut une bonne gestion des terres avec ses 197 Parties qui visent, par le biais de partenariats, à mettre en œuvre la Convention et à atteindre les objectifs de développement durable.

L'objectif ultime est de protéger notre territoire contre la surexploitation et la sécheresse, afin qu'il puisse continuer à nous fournir à tous de la nourriture, de l'eau et de l'énergie.

En gérant durablement les terres et en luttant pour la neutralité de la dégradation des sols, maintenant et à l'avenir, nous réduirons l'impact du changement climatique, éviterons les conflits liés aux ressources naturelles et aiderons les communautés à prospérer.

La Convention est le seul accord international juridiquement

contraignant sur les questions foncières.
Babacar Sene Journal Agropasteur/babac climat

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité

Université Oran 1: 9eme Rencontre Internationale de Toxicologie du 16 au 18 Novembre 2019

La Société Algérienne de Toxicologie
en collaboration avec
Le Laboratoire de Recherche en Santé Environnement
de l'Université d'Oran 1
organisent la

9^{ème} Rencontre Internationale de Toxicologie
ORAN, Algérie
16,17 et 18 NOVEMBRE 2019

Thème
**Les pesticides : risques sanitaires et
environnementaux**

Thématiques

- Intoxications aiguës aux pesticides
- Expositions professionnelles aux pesticides
- Résidus de pesticides dans les aliments
- Risque écotoxicologique des pesticides

Programme scientifique

- Conférences plénières
- Sessions de communications orales
- Sessions de posters
- Workshops animés par le LRSE

Les personnes désirant participer par une communication orale ou affichée sont
invitées à remplir le formulaire d'inscription en ligne : www.lrse-oran-dz.com

La soumission des résumés se fait exclusivement via le site
www.lrse-oran-dz.com et ce **du 25 Juin 2019 au 20 Septembre 2019**.

Contact :
E-Mail : toxicuo31@gmail.com
Facebook : SATOK Oran

Tél/Fax : +213 41 41 49 49
Tél/Fax : +213 41 40 14 00

Plus d'information sur :
Site Web LRSE : www.lrse-oran-dz.com

La Société Algérienne de Toxicologie en collaboration avec le Laboratoire de Recherche en Santé Environnement de l'Université Oran 1 organisent la 9^{ème} Rencontre Internationale de Toxicologie du 16 au 18 Novembre 2019 au centre des discussions les pesticides.

Les pesticides, largement utilisés en agriculture, constituent une menace écologique et sanitaire aussi bien pour les travailleurs agricoles que pour la population générale.

En effet, ces produits phytosanitaires peuvent être à l'origine d'intoxications chroniques, avec des effets tardifs dangereux notamment neurologiques, reprotoxiques, perturbateurs endocriniens, génotoxiques et cancérogènes. Les

pesticides peuvent également causer des intoxications aiguës suite à une mauvaise utilisation, un usage accidentel ou une tentative d'autolyse.

La présente rencontre, sera l'occasion aux chercheurs et aux acteurs de la santé, de la sécurité au travail et de la protection de l'environnement, de communiquer et d'échanger leurs expériences dans l'évaluation et la gestion du risque environnemental et sanitaire lié aux pesticides.

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité

Autriche: 1er pays de l'Europe où le glyphosate est interdit



Longtemps critiqué le glyphosate vient d'être interdit en Autriche. En effet, les députés autrichiens ont adopté mardi un projet de loi interdisant totalement l'usage de glyphosate, l'herbicide soupçonné d'être cancérogène. L'Autriche devient le premier pays de l'UE à bannir l'herbicide au nom du « principe de précaution ».

Vivement le Bénin que emboîte les pas de l'Autriche

Lutte contre les changements climatiques : Le Bénin dépose les armes

Le Bénin est un pays en voie de développement qui continue de subir l'épineux problème du déficit énergétique. Il est vrai que l'énergie est vitale pour une économie prospère. Mais, celle issue de l'exploitation des combustibles fossiles est reconnue par les scientifiques comme étant le principal secteur d'émission de gaz à effet de serre, et donc pas conseillée dans une dynamique du développement durable. Le Bénin, pour faire face au problème de déficit énergétique a donc choisi d'exploiter du gaz naturel à ses côtes.



Exemple du dispositif d'exploitation du gaz naturel au Bénin

Le 24 Juillet 2019, le pétrolier français Total a signé un double contrat avec le gouvernement béninois pour construire, exploiter et alimenter un terminal flottant d'importation de

gaz naturel liquéfié au large des côtes béninoises. Ainsi, le Bénin passe malheureusement outre les accords et conventions signés en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Une nouvelle qui surgit comme un vent redoutable et qui remet en cause tous les efforts consentis par la communauté internationale en la matière. Pourtant, il n'est plus à démontrer les avantages des énergies renouvelables (le solaire, l'éolienne, les biocarburant etc..) qui s'offrent de nos jours aux différents pays pour pallier au problème de déficit énergétique. Alors, qui pourrait bien imaginer que le Bénin, un pays en voie de développement et signataire de plusieurs accords et conventions pour la lutte contre le réchauffement climatique par la transition énergétique, rebrousse chemin. Autrement dit, le gouvernement béninois encourage par cet accord l'extraction du gaz naturel pour se nourrir en électricité. Il vient de faire un revirement spectaculaire dans sa dynamique pour le développement durable.



Exemple du fonctionnement de l'équipement d'exploitation du gaz naturel

Conséquences environnementaux de l'exploitation du gaz naturel

Le gaz naturel est l'un des combustibles fossiles non renouvelables dont l'usage n'est plus recommandé non seulement à cause de sa non durabilité mais aussi des énormes risques

environnementaux que son exploitation présente. Il est extrait de roches sédimentaires avec une combustion qui revient à rejeter dans l'atmosphère du carbone resté sous la terre expliqueront les spécialistes.

Pour Jacques Agumon Expert Changement climatique, le Bénin est dans de beau drap dans cette affaire. Pour lui, accepter d'être consommateur d'un tel combustible, c'est balayer du revers de main les accords signés en matière de lutte contre les changements climatiques. Car, poursuit-il, chaque étape de l'exploitation du gaz naturel entraîne des émissions de gaz qui renforce l'effet de serre dans l'atmosphère. Or, l'effet de serre du méthane principal composant du gaz naturel est plus de vingt (20) fois supérieur à celui du CO₂ a-t-il ajouté.

À ces effets, le jeune chimiste béninois Nassirou L. AMADOU, renchérit que la probabilité d'une contamination des côtes béninoises par des fuites de gaz est élevée. Par ailleurs, il appuie son argumentation sur un exemple du gaz biométhane issu de la fermentation des déchets organiques (d'origine agricole ou urbaine) dans un méthaniseur comme une alternative sûre qui pourra permettre la maîtrise des déchets ménagers devenus trop insupportable et en retour procuré de l'énergie durable aux ménages. Il a profité pour exhorter le gouvernement à retirer ce projet écocide et à aller vers les énergies vertes et ou renouvelables.

Et si le gaz naturel s'épuisait ? Comment allons nous faire, s'interroge un citoyen.

Monsieur Roger Houessou résidant dans la commune d'Abomey Calavi, commune qui héberge la centrale électrique de Mari Gléta où huit (08) turbines à gaz attendent le fameux gaz naturel, déplore que l'option ne soit pas mise sur l'énergie solaire ni éolienne tout en s'interrogeant « *Et si le gaz naturel s'épuisait ?, Comment allons nous faire* ». Pour ce dernier, il est de l'intérêt des politiques de nous choisir des projets d'énergie durables que nous présenter souvent de l'archaïque.



Vue du ciel de la centrale thermique de Maria Gléta dans la commune de Abomey Calavi

Le Bénin pourra il atteindre les objectifs du développement durable d'ici 2030, avec ce revirement ?

Pendant que les scientifiques du GIEC démontraient dans un rapport la grande responsabilité du secteur énergétique en particulier l'exploitation du pétrole et du gaz, l'Agence Internationale de l'Energie dans son scénario de référence établit aussi que la production de gaz naturel devra augmenter de 1350 milliards de mètres cubes entre 2006 et 2030. Pour un monde durable et prospère, il va falloir réorienter les objectifs vers une transition énergétique verte et pour cela les regards sont une fois encore tournés vers les décideurs politiques.

Megan Valère SOSSOU

COP 14 Désertification New

Delhi 2019: Participation effective de la Francophonie à la 14ème session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification



Par Babacar Sene

Beaucoup d'institutions participent à la COP 14 sur la Désertification ; des activités sont programmées et qui restent à être confirmé ;

C'est le cas de la Francophonie qui a soumis un programme provisoire qui reste à être confirmé de l'avis des responsables

Pour cette présente participation de la Francophonie à la 14ème session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification(CdP14) le Programme d'activités s'articule autour :

- Atelier préparatoire des négociateurs francophones et des acteurs non étatiques:

renforcement des capacités et discussion des points inscrits à l'ordre du jour de la CdP14, Mardi 3 septembre 2019, de 18h00 à 20h00 à la salle MET-15, Centre des Conférences.

- Évènement parallèle: Les outils et les expériences nationales de mise en œuvre de la neutralité en matière de dégradation (cas du Mali, du Niger et de la Mauritanie: étapes après la définition des cibles de NDT) Vendredi 6 septembre 2019, de 18h00 à 20h00 au Pavillon des Conventions de Rio, Centre des Conférences (à confirmer)

• Concertation ministérielle francophone sur le thème: « Favoriser le développement de projets transformateurs et la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de la NDT* dans l'espace francophone» Lundi 9 septembre 2019 de 12h30 à 15h00, sous forme d'un déjeuner-débat, à Salle (à préciser).

- Autres activités : Du 2 au 13 septembre 2019: annonce des lauréats de l'appel à projets du 19 juillet 2019, rencontre des partenaires, suivi des sessions de négociations (CdP, CRIC et CST), animation de kiosque.

L'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie souhaite remercier chaleureusement ses partenaires dans la mise en œuvre de ce programme d'activités, organisé dans le cadre de la 14e Conférence des Parties à la Convention sur la lutte contre la Désertification notamment le Secrétariat de la Convention sur la lutte contre la désertification , l'UNISFERA , la Banque Africaine de développement (BAD) l'Agence de la grande muraille verte , le CARI international.

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité

Ecosystème et Sol:

L'Allemagne va interdire le Glyphosate d'ici 2023. Le Bénin en est où?



L'Allemagne va bannir fin 2023 l'utilisation du controversé herbicide glyphosate, a décidé mercredi le gouvernement allemand, qui a présenté une série de mesures pour la protection des insectes et animaux.

L'interdiction de cet herbicide produit par Monsanto entrera en vigueur le 31 décembre 2023,

lorsque la période actuelle d'autorisation par l'Union européenne arrivera elle-même à échéance.

Des limitations dès 2020

Sans attendre 2023, l'Allemagne prévoit dès l'année prochaine de premières limitations, avec une interdiction dans les parcs et jardins particuliers, ainsi que de premières restrictions pour les agriculteurs.

« Nous critiquons la décision du gouvernement allemand d'éliminer progressivement le glyphosate d'ici la fin de l'année 2023 », a réagi Liam Condon, membre du conseil d'administration de Bayer qui a racheté Monsanto.

Cette décision ne tient pas compte du jugement scientifique, vieux de plusieurs dizaines d'années, d'organismes de réglementation indépendants dans le monde entier, selon lequel le glyphosate est sans danger lorsqu'il est utilisé correctement.

Liam Condon, membre du conseil d'administration de Bayer

Cette interdiction a été également mal accueillie par l'Association allemande de l'industrie chimique (VCI), qui regroupe des entreprises du secteur.

En Allemagne, des biologistes tirent la sonnette d'alarme au sujet de la chute vertigineuse, en

partie due aux herbicides, des populations d'insectes, perturbant les écosystèmes, notamment la pollinisation des plantes.

Classé comme « cancérogène probable »

Outre son action néfaste sur les insectes, le glyphosate est devenu une question sociétale après son classement comme « cancérogène probable » en mai 2015 par le Centre international de recherche sur le cancer, un organe de l'OMS.

Il fait l'objet de milliers de procédures aux États-Unis contre Monsanto, producteur de cet herbicide et filiale du géant allemand de la chimie, Bayer.

Par AFP |

Le Bénin véritable importateur de ce produit chimique probablement cancérigène doit s'inscrire dans une logique de réduction à long terme. Il y va du bien être de sa population et de tout le système écosystémique national.

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité

Prix Netpreneur pour l'Afrique : la dernière ligne droite pour récompenser les gagnants.



La composition du jury de la demi-finale de l'Initiative du prix Netpreneur pour l'Afrique (ANPI) de cette année a été annoncée.

Créée par la Fondation Jack Ma, l'ANPI est un concours qui s'adresse aux entrepreneurs africains. Pour les dix prochaines années, l'ANPI aura lieu en Afrique et sera couronné chaque année par une finale annuelle au cours de laquelle dix finalistes participeront à un concours de pitch. L'ANPI a pour but de soutenir et d'inspirer la prochaine génération d'entrepreneurs africains de tous les secteurs qui visent à bâtir une économie plus durable et plus inclusive pour

l'avenir.

Le dépôt des candidatures pour la première ANPI a officiellement pris fin le 30 juin 2019 et près de 10 000 candidatures en provenance de 50 pays africains ont été reçues. Le jury de la demi-finale est composé de sept entrepreneurs, investisseurs et personnes de la communauté des affaires réputés de tout le continent. Le jury évaluera les demi-finalistes et sélectionnera les dix premiers finalistes de l'ANPI. Les 10 finalistes présenteront ensuite leur projets devant Jack Ma et d'autres juges influents pour tenter de gagner une part du prix en espèces d'un montant total de 1 million de dollars américains lors de la finale qui se tiendra au mois de novembre à Accra, au Ghana.

« La réponse très positive et la qualité des demandes que nous avons reçues ont dépassées nos attentes. Nous attendons avec impatience la prochaine étape où ce jury d'éminents juges nous aidera à choisir nos finalistes », a déclaré Jason Pau, conseiller principal pour les programmes internationaux de la Fondation Jack Ma.

« Notre objectif en matière de sélection des juges de l'ANPI était de trouver de véritables représentants de la diversité du paysage de l'entrepreneuriat et des affaires en Afrique. Les juges que nous avons choisis sont de véritables chefs de file dans leur secteur d'activité, viennent d'horizons très différents et apportent chacun des connaissances et qualifications particulières. Leurs commentaires seront inestimables et donneront le ton à la compétition. Nous souhaitons bonne chance aux candidats et aux juges tandis que nous cheminons vers la grande finale à Accra », conclut Pau.

« C'est impressionnant de voir la passion qui vient des quatre coins de l'Afrique. Je suis inspiré par la qualité des candidatures reçues et par la façon dont les jeunes gens et les personnes âgées font la différence grâce à la résilience et la détermination dont ils font preuve en portant leur

attention sur la communauté », a déclaré Sam Gichuru, fondateur et PDG de Nailab. « J'ai hâte de voir les finalistes de la première édition. Aux entrepreneurs qui ont raté l'échéance de dépôt des candidatures, soyez prêts à postuler l'année prochaine ».



Actualité Ecocitoyenneté Durabilité

Ecosystème et Sol: Une partie de l'Amazonie en proie aux flammes



Jair Bolsonaro le Président Brésilien est en place depuis 6 mois que de graves conséquences se font déjà ressentir pour l'Amazonie. Depuis son accession au pouvoir, en janvier

dernier, le rythme de la déforestation en Amazonie a bondi de 39 %. Le président populiste brésilien estime que les lois protégeant « le poumon de la terre » sont un obstacle au développement économique de son pays. Les feux de forêt au Brésil ont augmenté de 83% depuis le début 2019, par rapport à l'année précédente, en raison surtout de la déforestation sur brûlis.



Entre janvier et août, 72.843 départs de feu ont été enregistrés dans le pays, contre 39.759 sur la totalité de l'année 2018, selon des chiffres de l'Institut national de recherche spatiale (INPE) qui observe notamment l'évolution de la forêt au Brésil. C'est pas prior qu'il faut faire, la communauté internationale doit réagir pour faire cesser le massacre de cette forêt primaire qui rassemble tout-de-même 70 à 80% de la faune et de la flore mondiale ! Merci de partager autour de vous, ensemble, nous pouvons essayer de faire bouger les choses.

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité